



"Remettons l'Europe au travail"

Déclaration des Premiers Ministres et des Leaders du
PSE adoptée le 16 juin 2010



Une autre voie est possible

Depuis un an, l'Union européenne passe par une période de crise continue. Sous la férule de la droite, des réponses ont été élaborées qui s'avèrent totalement inadéquates, puisqu'elles sont axées avant tout sur des coupes sombres dans les budgets publics et sur des mesures d'austérité qui menacent la relance à long terme, l'emploi et la cohésion sociale. Il est clair que les conservateurs essaient de "nous étrangler" pour revenir sur la voie de la bonne santé économique. Mais cette approche est vouée à l'échec. Une question se pose dès lors : ces mesures ne constituent-elles pas un assaut de la part des conservateurs contre l'Etat-providence?

Rejoignez-nous dans la lutte pour protéger notre système social

La voie de l'austérité ne peut se solder que par un échec. L'absence de contrôle démocratique sur les marchés et l'idéologie conservatrice de réduire le rôle de l'Etat à la portion congrue mènent l'Europe vers moins d'emploi, moins de protection sociale, moins de société. Les grands perdants sont les groupes les plus défavorisés. Mais il ne tient qu'à nous de ne pas suivre la logique de l'austérité à tout prix.

Agissons!

Nous pouvons contrebalancer les mesures d'austérité en générant de nouveaux revenus plus durables. Il ne s'agit pas de taxer les individus mais bien les activités socialement dangereuses, telles que la spéculation sur la dette souveraine. Nous pouvons contrebalancer les mesures d'austérité en promouvant une bonne croissance et en encourageant de grands investissements publics dans l'avenir de nos sociétés. Nous pouvons contrebalancer les mesures d'austérité en nous engageant véritablement à remettre l'Europe au travail.

Nous voulons d'une Europe qui réponde aux intérêts de tous et qui protège l'avenir de chaque citoyen, non d'une Europe de l'égoïsme et du repli sur soi. Je compte sur vous!

Poul Nyrup Rasmussen
Président du Parti Socialiste Européen



"Remettons l'Europe au travail"

Déclaration des Premiers Ministres et des Leaders du PSE adoptée le 16 juin 2010

Au cours des six derniers mois, l'Union européenne est passée par une période de crise continue. La droite y a répondu par des mesures insensées, axées avant tout sur des coupes sombres dans les budgets publics et sur des mesures d'austérité qui menacent la relance à long terme, l'emploi et la cohésion sociale. Il est clair que les conservateurs essaient d'étouffer la relance économique. Mais cette approche est vouée à l'échec. En effet, si même les pays en bonne santé économique commencent eux aussi à se lancer dans des mesures d'austérité, une question se pose : ces mesures ne constituent-elles pas un assaut de la part des conservateurs contre l'Etat-Providence?

Des mesures d'austérité dans pratiquement tous les Etats membres ne conduiront qu'à un effondrement de la croissance et un retour à la récession. 4,5 millions d'emplois seront détruits d'ici 2013. L'Europe est la seule grande entité commerciale à s'être lancée dans une course irresponsable pour l'austérité à tout prix.

Mais une autre voie est possible. Le Parti socialiste européen (PSE) propose une **démarche plus équilibrée**. Nos solutions déboucheraient sur un assainissement des finances publiques plus efficace que l'approche purement idéologique de la droite. Notre démarche donne la priorité à la création d'emplois parce qu'elle représente la clé de la relance et de la croissance durable. Nos propositions se fondent sur la nécessité de procéder à un redressement budgétaire mais aussi sur l'importance des investissements publics.

Le chômage en Europe frise déjà la barre des 25 millions. Toute une génération de jeunes Européens risque de se retrouver au chômage à long terme. Ainsi, *la société* européenne risque de perdre cette même génération au profit de l'apathie politique, ou pire encore, de l'extrémisme politique.

Le Conseil européen a la possibilité de prendre des mesures de grande envergure en matière de gouvernance économique, de réglementation financière et de changement climatique. Il peut également faire de la réduction de la pauvreté, de l'inclusion sociale et du travail décent le pilier central de la stratégie à long terme de l'UE. Il est impossible de dire si le Conseil, dominé par la droite, fera preuve du courage politique suffisant pour avancer réellement dans ces domaines.

Les dirigeants politiques européens doivent à présent montrer qu'ils sont capables de réagir face à la crise et d'adopter des solutions qui permettent de créer davantage d'opportunités d'emplois, à l'instar d'autres régions du monde, qui ont également été frappées par la crise financière mondiale. Il est temps de redynamiser le processus décisionnel européen. **Il est temps que les gouvernements de l'Union européenne développent une véritable union économique, pour réaffirmer la solidarité et se lancer dans une sortie de crise collective.**

Le PSE, avec le soutien sans faille de la présidence espagnole de l'UE, a fait ses preuves en proposant des actions concrètes pour répondre à la crise dans la zone euro. Le PSE a

été le premier à identifier et à promouvoir une *taxe sur les transactions financières* et une *taxe bancaire* à la fois comme nouvelles sources de revenus et comme mesure juste et appropriée pour que ceux qui ont causé la crise contribuent à la résoudre. Le PSE a été le premier à réclamer la mise en place d'un instrument européen de stabilité financière et d'un mécanisme de stabilité d'urgence.

Les leaders du PSE considèrent qu'il est nécessaire d'œuvrer en faveur de l'assainissement budgétaire. Mais il doit **aller de pair** avec la relance économique et une réforme structurelle. **Les mesures relatives aux recettes et celles portant sur les dépenses** doivent être équilibrées. Il est important, plus précisément, d'éviter les coupes sombres dans les systèmes de sécurité sociale parce qu'elles auraient des conséquences désastreuses sur la cohésion sociale et sur l'égalité des sexes. Nous avons donc besoin d'une solution alternative, où la taxe sur les transactions financières et une taxe bancaire jouent un rôle complémentaire et central. Dans ce sens, un mécanisme d'emprunt collectif européen, les eurobonds, devraient aussi être examinés.

L'Union européenne doit à présent **passer de la gestion de crise à une relance à long terme** et au développement durable. Sur la base de la déclaration "Pour une sortie de crise progressiste", de la déclaration sur les priorités pour la stratégie Europe 2020, adoptée par la Présidence du PSE et par le Groupe S&D au Parlement européen, et du document politique du PSE en annexe, les Premiers Ministres et les Leaders du PSE lancent un appel en faveur :

- D'une **politique économique coordonnée** qui reconnaisse que l'UE est une entité commerciale cohérente et non un ensemble disparate d'Etats membres en concurrence ;
- D'une **stratégie 'Europe 2020' axée sur le long terme**, avec pour priorités la justice sociale, la lutte contre la pauvreté, la croissance verte et l'emploi, afin de trouver une issue durable à la crise ;
- D'une **réglementation financière** efficace et urgente, qui renforce les autorités de contrôle européennes, qui impose un contrôle plus stricte des produits dérivés et des spéculateurs, comme les fonds spéculatifs et de capital-investissement, qui régule les agences de notation privées et qui prévoit la création d'une agence de notation européenne indépendante ;
- D'une réponse claire à la crise de la dette souveraine dans l'UE. La mise en place d'un système d'eurobonds géré par une **agence européenne de la dette**, pour les dettes existantes, qui permette par ailleurs de faciliter la gestion future de l'endettement et de protéger les Etats des attaques spéculatives, devrait être sérieusement considérée. Un tel système permettrait de soulager les budgets nationaux ; il doit s'accompagner de conditionnalités politiques claires afin de garantir une croissance économique solide et durable. Par ailleurs, la capacité de l'UE à émettre des eurobonds pourrait servir à financer des projets d'investissement gérés au niveau européen ;
- D'un Pacte européen **pour l'emploi et le progrès social**, comprenant des mesures concrètes pour créer des emplois nouveaux et décents ; pour promouvoir des politiques actives sur le marché du travail ; pour augmenter la qualité de l'emploi ; pour lutter contre le travail précaire ; pour dépasser les inégalités sociales, telles que l'écart salarial entre hommes et femmes ; et pour améliorer la qualité des services publics et l'accès à ces mêmes services ;

Cette crise n'a pas été causée par les citoyens ordinaires. Il est injuste de condamner les travailleurs au chômage. La vraie issue à la crise consiste à leur redonner un emploi. Protégeons l'Etat-Providence. Aucun pays ne peut se défendre à lui seul contre les attaques spéculatives. En agissant ensemble, nous ne pouvons qu'être plus forts. Le Parti socialiste européen s'adresse donc à tous les citoyens européens pour leur dire : remettons l'Europe au travail.

Pour une sortie de crise progressiste

Relance ou austérité : la stratégie du PSE pour résoudre le dilemme



**Document politique du PSE annexé à la déclaration adoptée lors de la
Conférence des Premiers Ministres et des Leaders, le 16 juin 2010**

Synthèse

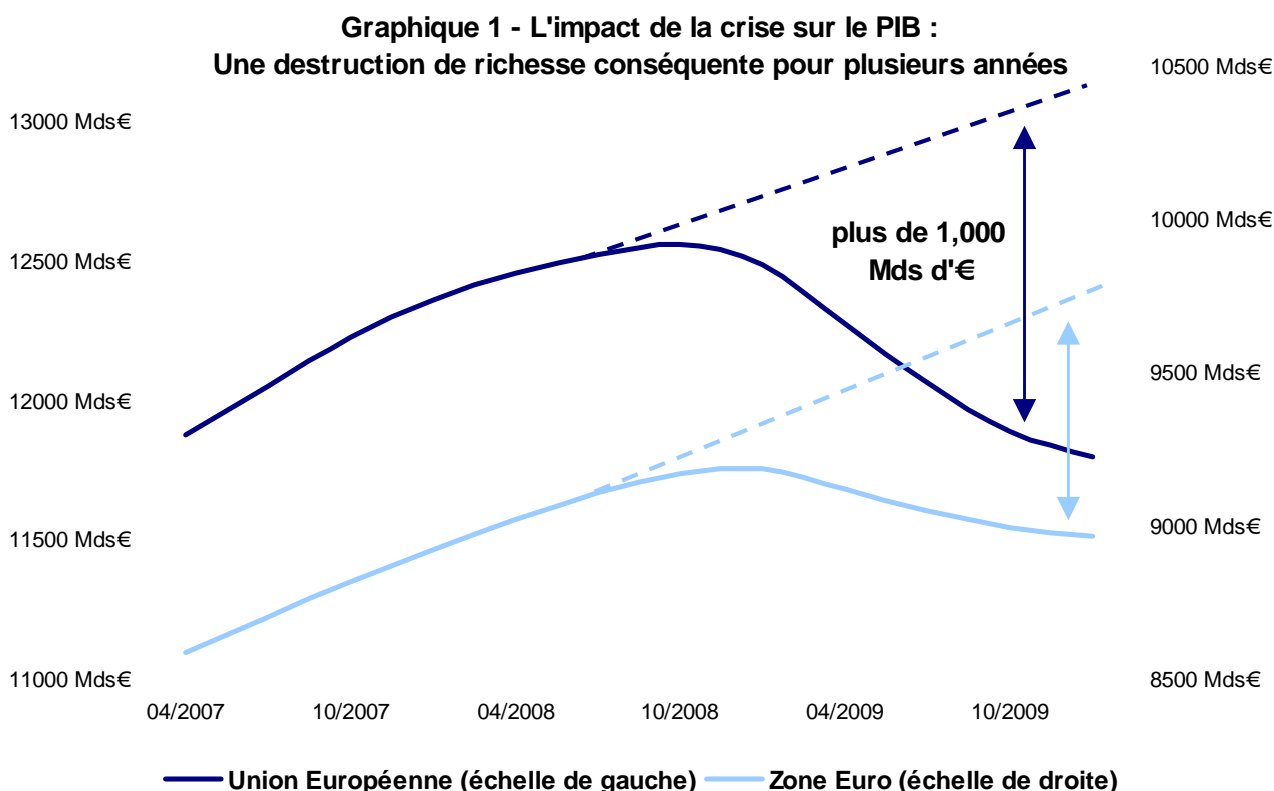
- **La crise financière, économique et de l'emploi a généré un environnement politique où les gouvernements sont contraints à la fois de relancer la production européenne et d'assainir les finances publiques.** Nous ne sommes pas confrontés à un simple ralentissement cyclique de l'activité économique mais bien à une crise du système, causée par la dérégulation et par les politiques néolibérales. La crise a fait perdre leur emploi à 7 millions de travailleurs européens, elle a augmenté les inégalités, l'exclusion sociale et la pauvreté, et elle a détruit la production pour une valeur de €1.000 milliards. La crise a également vidé les caisses des Etats : l'endettement public a augmenté de €3.000 milliards depuis le début de la crise. **Nos gouvernements sont confrontés à un énorme défi : à la fois dépenser et épargner.**
- Face à ce dilemme, la droite a fait front commun en Europe, comme elle ne l'avait jamais fait ailleurs dans le monde. Les conservateurs n'ont eu de cesse d'appeler à une "stratégie de sortie" (c'est-à-dire au lancement de stratégies d'assainissement budgétaire), sans tenir compte des résultats négatifs qu'une telle politique pourrait avoir sur la croissance, l'emploi, l'égalité sociale et le financement de l'Etat Providence. **Face à une situation aussi complexe, la réponse de la droite n'aurait pas pu être plus simpliste : coupes budgétaires, coupes budgétaires, coupes budgétaires.**
- **Mais une autre voie est possible, une voie fondée sur une démarche progressiste raisonnée afin d'aboutir à une relance tant de l'économie que du marché du travail et à des finances publiques saines et durables sur le long terme.** Cette démarche est fondée sur quatre actions prioritaires visant à :
 1. **Protéger de la spéculation l'accès des gouvernements aux ressources financières** en établissant un "mécanisme européen de stabilité financière";
 2. **Trouver de nouvelles sources de revenus justes et durables en explorant toutes les possibilités aux niveaux fiscal et non-fiscal**, en particulier la taxe sur les transactions financières mais aussi une fiscalité écologique juste, une utilisation plus efficace des fonds structurels européens et des crédits octroyés par la Banque européenne d'investissement, et l'émission d'eurobonds afin de financer les investissements à long terme ;
 3. **Faire de la relance de l'économie et du marché du travail, de la croissance durable et du progrès social les objectifs-clés des politiques publiques** ; en ce sens, il est essentiel de revoir les échéances de la procédure concernant les déficits excessifs du Pacte de stabilité et de croissance, d'identifier les priorités dans les dépenses publiques et d'adopter un pacte pour l'emploi et le progrès social ;
 4. **Rendre les politiques fiscales plus efficaces en renforçant la coopération européenne**, notamment dans la zone euro.

1. Pourquoi repenser les politiques publiques?

L'environnement politique actuel dans l'Union européenne est extrêmement limité par la crise économique, financière, sociale et de l'emploi, déclenchée par l'effondrement presque complet des marchés financiers à l'été 2007. Nous sommes confrontés non pas à un ralentissement cyclique mais bien à une crise systémique. Les politiques néolibérales et de dérégulations menées pendant des décennies ont abouti à un affaiblissement des structures économiques et des Etats Providence, qui doivent à présent être renforcés. La crise a débouché sur une diminution marquée des niveaux de production - elle représente ainsi la plus grande récession jamais vécue en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale - et sur une augmentation radicale du chômage, de l'inégalité et de la pauvreté.

Pour la fin 2010, le PIB de l'UE aura baissé de quelque €500 milliards par rapport à 2008. Sans la récession, et si notre économie avait maintenu le rythme de croissance qu'elle avait atteint avant la crise, le PIB européen se chiffrerait à €500 milliards de plus en 2010. Ainsi, **la crise nous a déjà coûté €1.000 milliards en biens et services**, soit €2.000 par citoyen (voir graphique 1).

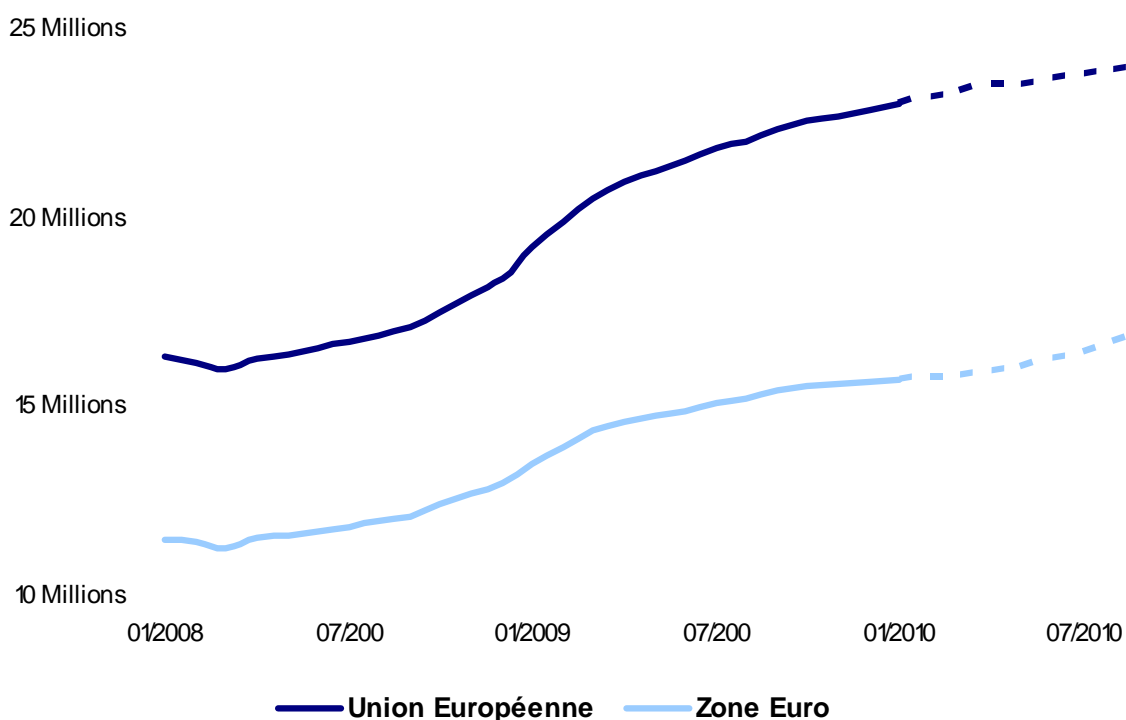
Par ailleurs, rien ne nous dit que nous sommes sortis de la récession. **Si l'on prend en compte les indicateurs annuels, la croissance du PIB est encore négative.** Une reprise très modeste de 0,4% a été enregistrée au troisième trimestre 2009 ; mais les chiffres rendus publics récemment pour le quatrième trimestre 2009 et pour le premier trimestre 2010 ont montré un ralentissement important de l'économie (de +0.1% et 0.2%, respectivement), ce qui illustre bien la fragilité de la 'relance'.



Source: Eurostat

Parce qu'elle détruit la production, **la crise détruit également l'emploi : déjà 7 millions**, et la crise de l'emploi n'est pas prête de s'arrêter. Pour la fin 2010, on estime qu'un million d'emplois supplémentaires auront été détruits et le nombre de chômeurs s'élèvera à **plus de 23 millions** dans l'Union européenne (voir graphique 2). Ces chiffres représentent une véritable menace pour la cohésion sociale et la compétitivité de l'économie européenne. Par ailleurs, de tels indicateurs ne font qu'augmenter la pression sur les finances publiques, alors que les gouvernements menacent de procéder à d'autres coupes dans les dépenses liées à la protection sociale. Les mauvais résultats économiques et la hausse du chômage ont déjà causé une augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale et cette tendance risque de s'accélérer lorsque les politiques de la droite seront mises en place.

Graphique 2 - Chômage: l'augmentation la plus rapide jamais enregistrée dans l'UE



Source: Eurostat

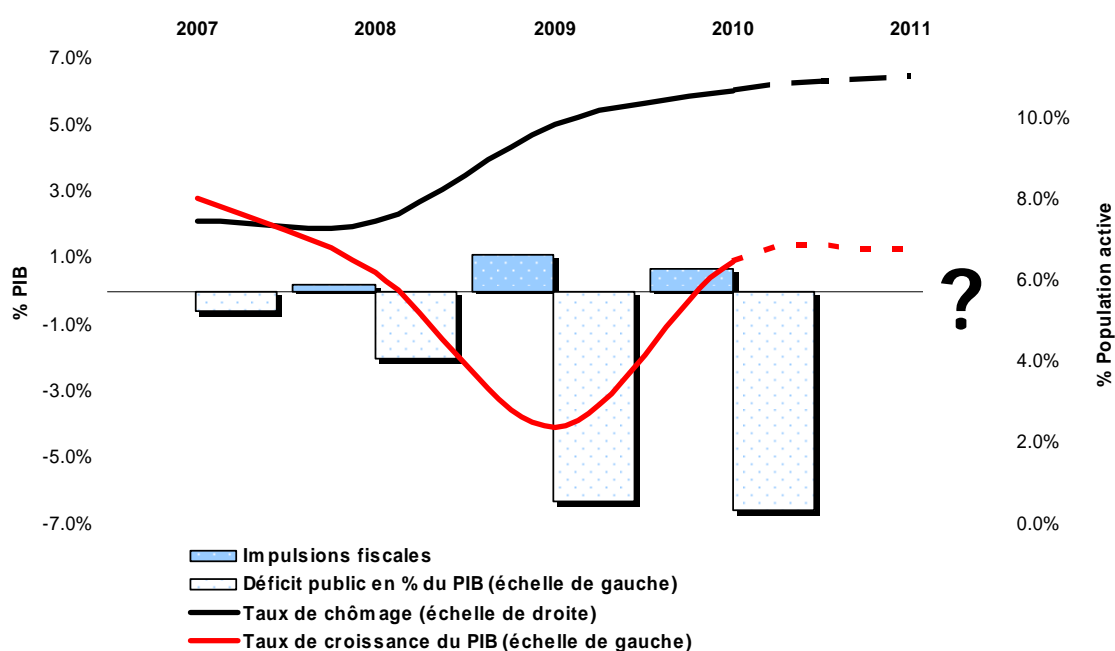
Par ailleurs, puisque les gouvernements ont dû intervenir en masse afin de sauver le système financier et l'économie réelle de l'effondrement total, la crise a abouti à une augmentation record de l'endettement public à des niveaux jamais atteints depuis la crise des années 1930. **A la fin 2011, la dette publique moyenne dans l'UE passera de loin la barre des 80% du PIB, soit 20% de plus qu'en 2008.** En termes chiffrés, cela représente quelques €3.000 milliards, ou €6.000 par habitant.

En 2007, près de la moitié des Etats membres enregistrait des soldes publics positifs ; aujourd'hui, ils ont atteint des déficits record. L'UE sera confrontée à des déficits annuels qui seront en moyenne supérieurs à 6% du PIB, soit deux fois la limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), et ce, pendant au moins deux ans (voir graphique 3). Le transfert de la dette du secteur privé au secteur public a eu un impact majeur sur la conduite des affaires courantes des gouvernements ; **le service de la dette est passé à 13% en deux ans**, et il devrait encore augmenter.

a. Le dilemme

D'une part, notre économie n'est pas encore sortie de la crise. Les perspectives de croissance sont moroses et le risque d'une rechute ne peut être totalement écarté. La seule certitude que nous ayons est que la situation devrait encore se détériorer sur le marché du travail. L'Etat est donc appelé à intervenir de façon prolongée afin de soutenir l'économie par le biais de politiques fiscales expansionnistes. **Toute sortie des programmes de relance budgétaire à l'heure actuelle porterait préjudice tant à la croissance qu'à l'emploi** et minerait les stabilisateurs¹ automatiques du secteur public et des Etats-providence.

Graphique 3 - Performances macro-économiques de la Zone Euro et politique budgétaire



Source: Commission européenne

D'autre part, les stabilisateurs automatiques des Etats Providence sont entrés en jeu et les gouvernements ont dépensé des milliards d'euros pour sauver les banques et pour contrer la crise, ce qui n'a pas manqué de générer une augmentation importante des déficits et de l'endettement.

Les marchés financiers n'ont toutefois pas accepté cette évolution. Aujourd'hui, une fois de plus, ils font pression sur les Etats membres en augmentant soudainement les taux d'intérêt sur la dette souveraine de tous les pays et à coups d'attaques spéculatives sur quelques pays privilégiés.

¹ Les stabilisateurs économiques représentent la partie non-discrétionnaire des mesures fiscales adoptées par les Etats et agissent comme de véritables tampons par rapport au cycle économique. Par exemple, en période de récession, les transferts sociaux augmentent automatiquement comme conséquence de la hausse du chômage. Cette augmentation automatique agit en retour comme un stimulant fiscal, notamment parce qu'elle vient soutenir la consommation privée.

Face à cette situation, les ministres conservateurs des finances répondent qu'il faut adopter des stratégies de redressement budgétaire sans plus tarder. Ils argumentent en effet qu'une expansion budgétaire continue ne mènerait l'Europe qu'au bord du défaut souverain. Nous pensons au contraire leur proposition ne ferait que miner toute chance de relance avant même qu'elle ne se concrétise. De plus, nous sommes convaincus qu'il faut éviter autant que possible les coupes dans les systèmes de sécurité sociale car elles ne feraient qu'affaiblir nos stabilisateurs économiques et auraient un impact négatif sur la cohésion sociale et sur le marché du travail.

De fait, les appels en faveur d'une "stratégie de sortie" ne se font entendre qu'en Europe. **La plupart des grands partenaires commerciaux de l'Europe mènent encore et toujours des politiques économiques expansionnistes².**

b. La solution de la droite – l'austérité à tout prix

Face à ce dilemme, la réponse de la droite européenne est simple : il s'agit de donner la priorité au redressement fiscal, même au prix d'une croissance plus molle. Le Conseil des ministres de l'économie et des finances (ECOFIN) de mars 2010 a recommandé que les gouvernements mettent fin dès que possible aux mesures de relance budgétaire allant au-delà de 2010. Les conclusions du Conseil appellent à l'adoption d'une "stratégie de sortie" dès la mi-2010. La réponse de la droite est donc très simple : coupes budgétaires, coupes budgétaires, coupes budgétaires.

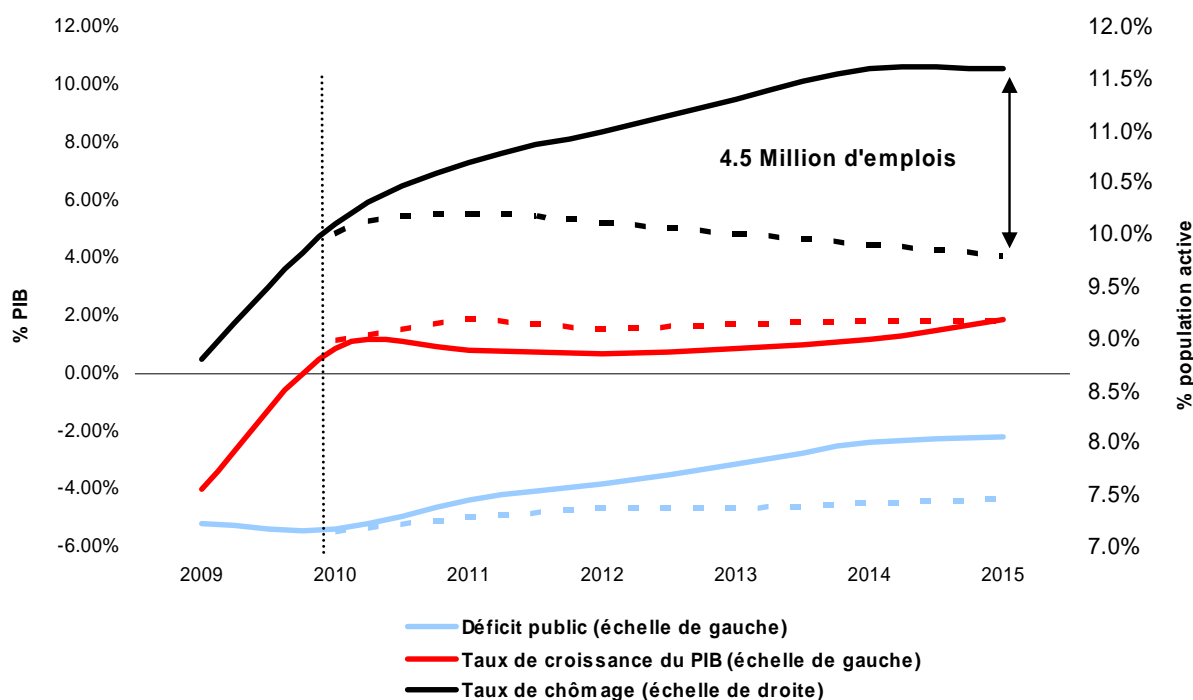
Aux termes de la "procédure de déficit excessif", qui concerne à présent 25 des 27 Etats membres de l'Union, les budgets nationaux devraient être réduits en moyenne de 1% du PIB par an jusqu'en 2013, afin d'arriver à une contraction fiscale globale de 3,5% pour la période 2010-2014, soit un pourcentage supérieur aux résultats prévus dans le cadre des mesures de relance budgétaire mises en œuvre de 2008 à 2010 et qui représentent globalement quelque 2,9% du PIB.

Le recours aux coupes est véritablement entré dans les "mœurs" européennes et les récentes initiatives politiques lancées par la Commission européenne reflètent cet état d'esprit. Le 12 mai 2010, cette dernière a proposé une réforme très attendue de la gouvernance économique de l'UE. Toutefois, la démarche proposée par la Commission ne fait que reproduire les mêmes erreurs qui ont mené à la création du Pacte de stabilité et de croissance, dans la mesure où elle ne propose de recourir à la coordination que comme instrument pour la discipline budgétaire. En ignorant totalement les bénéfices potentiels d'une coordination de politiques économiques positives visant à créer de l'emploi et à générer de la croissance, la droite menace de donner la priorité à son obsession du redressement fiscal dans le cadre de la politique économique tant au niveau européen que des Etats membres.

La majorité conservatrice en Europe ne saisit pas la nature même de cette crise, ses racines et ses conséquences. Elle ne tient absolument pas compte du fait que pratiquement tous les Etats membres sont encore frappés par la récession. Dans ce contexte, il est tout simplement impossible de procéder à des coupes dans les dépenses publiques pour sortir de la crise. Si elle était appliquée, une telle stratégie ne ferait que prolonger la crise et détruire davantage d'emplois (**4,3 millions de pertes d'emploi supplémentaires d'ici 2013**), avec une hausse du chômage de longue durée à la clé... et ce, pour une amélioration marginale des finances publiques (voir graphique 4).

² Les Etats-Unis, par exemple, auront appliqué un paquet de relance budgétaire de 1,8% en 2010, selon le FMI. Le budget 2011 prévoit de prolonger les mesures en faveur de la relance, comme les avantages fiscaux octroyés aux ménages à revenus moyens, ainsi que des mesures supplémentaires comme le redoublement du "Child and Dependent Care Tax Credit" (crédit fiscal pour la prise en charge des enfants et des personnes dépendantes). Le Japon a également adopté un nouveau programme de relance pour 2010, qui représente 5% du PIB, selon le ministère des finances japonais.

**Graphique 4 - Ce que les conservateurs nous réservent :
une "sortie de crise" destructrice d'emplois**



Les lignes en pointillé représentent le scénario de référence si les recommandations du Conseil Européen ne sont pas mises en place.

Source: AE, OCDE

Les socialistes et sociaux-démocrates ont évité autant que possible les réductions des dépenses sociales, alors que les coupes annoncées par les gouvernements conservateurs partout en Europe auront des conséquences sociales dévastatrices, en particulier sur les groupes les plus défavorisés de la société, comme les personnes âgées, les enfants, les jeunes, les femmes et les immigrés. Réduire le soutien actif au marché de l'emploi, à la petite enfance, diminuer les pensions, les salaires minimaux, les programmes de revenus minimaux, les dépenses en matière d'éducation et de protection de la santé ne nous fera pas avancer et ne nous aidera pas à surpasser la crise. La contraction fiscale menace les acquis sociaux gagnés en Europe au cours des 60 dernières années. En réduisant l'offre des services publics, les mesures d'austérité auront un effet négatif sur tous les segments de la société.

c. Notre solution – l'équilibre entre la croissance durable, l'emploi, la cohésion sociale et la responsabilité budgétaire

Pour sortir de ce dilemme, le PSE propose de ne laisser tomber aucun citoyen ni aucune entreprise. Il s'agit de continuer à appuyer l'économie réelle et de lancer une stratégie de changements structurels, de redressement budgétaire et de relance de l'économie et du marché de l'emploi. Le PSE propose une stratégie à court et à long terme.

Sa stratégie se fonde sur quatre paquets de mesures, qui doivent être lancées simultanément, afin d'orienter nos sociétés et nos économies sur la voie de la relance, vers une Europe prospère, solidaire et plus écologique. Face au dilemme auquel nous sommes confrontés, nous proposons de mobiliser de nouveaux revenus afin d'éviter des coupes inutiles, de mettre la relance au cœur même de nos politiques et de renforcer la gouvernance économique de l'UE afin qu'elle investisse dans l'avenir de la production européenne et de son modèle social.

Pour que les autorités publiques et les acteurs privés de l'UE soient à même de garantir la croissance et d'ouvrir la voie à des changements profonds et durables dans les structures de nos économies, **il est indispensable de remédier aux dysfonctionnements du secteur financier**. Plus spécifiquement, les Etats membres doivent être **protégés des pressions spéculatives de la part des marchés**, qui perturbent le processus décisionnel.

Il est tout aussi important que les Etats membres trouvent de nouvelles sources de revenus pour garantir l'assainissement de leurs finances sans qu'ils aient à démanteler leur système de protection sociale. Ils doivent également être capables de mener des politiques anticycliques et structurelles.

La relance économique et la croissance à long terme pour un emploi durable et pour le progrès social doivent devenir les priorités absolues des politiques publiques. Pour les raisons que nous avons détaillées plus haut, les gouvernements européens ne peuvent encore mettre fin aux programmes de soutien à l'économie. De plus, au cours de la prochaine décennie, nous serons confrontés à un changement des structures de production en Europe. Ainsi, le cycle macroéconomique pourra être réorienté à la hausse tout en ouvrant la voie à une croissance durable, verte et intelligente. Les dépenses publiques doivent davantage servir les investissements à long terme.

La coordination économique au sein de l'UE doit être renforcée, en particulier dans la zone euro. Les principes la sous-tendant doivent évoluer afin d'inclure l'utilisation d'externalités positives et éviter les négatives, par la même occasion. Il est donc essentiel de transformer la gouvernance économique européenne en un cadre moderne et solide, adapté à la stratégie Europe 2020, et de créer par la même occasion un vrai gouvernement économique pour la zone euro, adapté à la monnaie unique.

2. Quatre actions politiques pour une issue progressiste à la crise

Action n°1 : Contre le plan de la droite de laisser la porte ouverte aux spéculateurs, nous devons nous assurer que les politiques publiques ne soient pas dictées par les marchés financiers

La condition sine qua non de notre stratégie progressiste est de donner **du temps** aux gouvernements et aux entreprises, afin qu'ils puissent mettre en place les politiques qui s'avèrent nécessaires dans le contexte économique actuel. Aujourd'hui, les marchés obligent les Etats membres à faire des choix économiques erronés : ainsi, ils augmentent la charge fiscale sur le travail et les entreprises et réduisent les dépenses publiques.

Les gouvernements agissent dans la peur de se voir attribuer une mauvaise note par les mêmes agences de notation dont le manque de discernement a été l'un des catalyseurs de la crise. Lorsque la note d'un Etat membre est revue à la baisse, ce dernier devient vulnérable aux attaques des banques sauvées par l'argent public et des fonds spéculatifs non-régulés. L'exemple de la Grèce est éloquent à cet égard : certaines réductions des dépenses étaient certes nécessaires, mais la spéculation agressive dont la Grèce a fait l'objet n'a fait qu'exacerber le besoin d'adopter des mesures d'austérité particulièrement strictes.

Sans une protection efficace contre la pression spéculative, la dette souveraine de n'importe quel Etat membre deviendra bientôt impossible à financer, avec ou sans les politiques expansionnistes. Il n'existe qu'une seule solution contre ces attaques : **l'unité dans la solidarité.**

Le mécanisme européen de stabilité financière

Face à la situation actuelle, le PSE appelle à l'établissement d'un "**mécanisme européen de stabilité financière**"³, véritable pare-feu contre les spéculateurs. Ce mécanisme a été avalisé par le Conseil européen, dont la décision, quoi que très tardive, n'en est pas moins judicieuse. Toutefois, il convient d'adopter d'autres mesures si nous voulons pleinement protéger nos Etats Providence et renverser la relation entre le secteur financier et l'économie réelle.

Un fonds monétaire européen

Tout d'abord, l'UE doit pouvoir se doter d'un mécanisme à part entière de gestion de la crise. Au mécanisme de stabilité financière doit venir s'ajouter un fonds monétaire européen. Ce fonds doit être mis à la disposition des Etats membres. Pour en bénéficier, l'Etat membre concerné ne doit en aucun cas se retrouver dans l'obligation de démanteler son système de protection sociale.

Réglementation financière

D'autre part, afin de protéger intégralement les Etats membres des spéculateurs et inverser la relation entre l'économie réelle et le secteur de la finance, il est essentiel d'adopter des propositions concrètes et ambitieuses afin de compléter le processus de réforme des marchés financiers. **Finissons-en avec le casino de la finance!** Les fonds spéculatifs et de capital-investissement doivent faire l'objet d'un contrôle strict. Tous les produits dérivés, y compris les produits hors bourse (ou OTC) doivent être régulés ; certains, tels que les contrats d'échange sur défaut d'emprunteur souverain (CDS), ainsi que toutes les pratiques dangereuses, comme la vente à découvert sans contrepartie, doivent être interdits. Il est fondamental de créer une **agence européenne de notation**, tant pour les dettes souveraines que pour les dettes des entreprises.

Action n°2 : Contre le plan de la droite visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter la charge fiscale sur le travail, nous avons besoin de nouvelles sources de revenus publics, moyennant des instruments justes et durables

La consolidation budgétaire doit être atteinte à moyen terme. Toutefois, comme les gouvernements doivent continuer à dépenser pour soutenir l'économie et éviter toute coupe dans les Etats Providence, les efforts d'assainissement fiscal doivent provenir du côté des recettes. Un certain nombre d'instruments, tant fiscaux que non-fiscaux, peuvent être examinés afin de garantir que les Etats membres disposent de ressources qui n'auront pas été obtenues au détriment des groupes les plus défavorisés de la société. Alors que la tendance dans les pays européens est à une augmentation de la charge fiscale sur le travail, cette même charge doit être redirigée vers d'autres facteurs de production :

³ "Un mécanisme européen de stabilité financière : Pour une réponse progressiste à la crise de la dette souveraine dans la zone euro", Adopté par la conférence des Premiers ministres et des leaders du PSE le 25 mars 2010

Une fiscalité écologique juste

De nouveaux instruments fiscaux doivent être développés afin de générer de nouvelles sources de revenus en quantités suffisantes. Une fiscalité écologique, prélevée de façon juste et équitable, est une solution à moyen terme. Ces instruments doivent porter en particulier sur les activités qui imposent des coûts à la société, mais dont la valeur n'a pas encore été évaluée adéquatement. La pollution de l'environnement et l'émission de gaz à effet de serre ont un impact négatif non seulement sur la nature, mais aussi sur l'économie, la santé et la protection sociale. L'introduction de taxes sur les émissions de CO₂, et peut-être sur d'autres formes de pollution, générerait de nouvelles sources de revenus, qui peuvent dès lors être utilisées pour l'assainissement des finances publiques à moyen terme. En outre, ces taxes permettraient de faire en sorte que les coûts des efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique soient payés par les pollueurs.

En élargissant le système communautaire d'échange des quotas d'émission (SCEQE) et en le rendant plus strict, et en introduisant une imposition directe des émissions de gaz à effet de serre, le prix à payer pour la libération de ces gaz dans l'atmosphère augmentera et il reflétera mieux les coûts réels que la société doit supporter. Ces mesures devraient générer des revenus représentant des milliards d'euros, qui pourraient être utilisés pour financer les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, pour diminuer la charge fiscale sur le travail et contribuer à la création d'emplois verts durables et de qualité dans toute l'Union européenne. De plus, de nouvelles éco-obligations pourraient être émises afin de rediriger les fonds des marchés financiers vers l'économie "réelle", fondée sur les technologies vertes. Ces instruments fiscaux 'verts' doivent également être utilisés comme outils pour la redistribution sociale, afin de garantir que les plus faibles revenus n'aient pas à assumer une part disproportionnée de ces nouveaux impôts.

La taxe sur les transactions financières⁴

A court terme, nous devons profiter du contexte politique actuel pour plaider en faveur d'une taxe sur les transactions financières (TTF), qui doit être mise en œuvre au niveau européen, voire mondial.

Le PSE appelle à l'introduction d'une taxe de **0,05%** sur toutes les transactions financières, y compris les dérivés hors bourse, d'abord en Europe, puis au niveau mondial. Il s'agit d'une taxe équitable, qui ne concerne ni les citoyens ordinaires, ni les entreprises. La TTF constitue par ailleurs un puissant instrument pour changer le comportement des spéculateurs et pour générer d'énormes revenus.

⁴ Cfr annexe 1 pour une position détaillée sur cette question.

Une TTF européenne ne s'élevant qu'à 0,05% rapporterait quelque €200 milliards par an, ce qui augmenterait la croissance de l'UE de 1,3% et permettrait de créer plus de 2 millions d'emplois nouveaux (cfr tableau 1).

Tableau 1 - La taxe sur les transactions financières: 0.05% pour collecter 200 millions d'euros de recettes équitables en Europe

Pays	PIB en 2011 (prévisions)	Coefficient de recette de la taxe en % du PIB	Revenu potentiel de la taxe pour 2011
Autriche	€291.9Mds	0.460%	€1.3Mds
Belgique	€359.1Mds	0.769%	€2.8Mds
Italie	€1,605.7Mds	0.240%	€3.9Mds
Pays-Bas	€603.7Mds	0.672%	€4.1Mds
France	€2,005.2Mds	0.612%	€12.3Mds
Allemagne	€2,505.9Mds	1.070%	€26.8Mds
Royaume-Uni	€1,745.7Mds	6.352%	€110.9Mds
Total Europe	€12,431.7Mds	1.528%	€190.0Mds
Etats-Unis et Canada	€13,020.7Mds	1.557%	€202.7Mds
Total Monde	€46,984.6Mds	1.097%	€15.4Mds

sources des données PIB: Eurostat, Ministère des finances du Canada, FMI

Les coefficients de recette de la taxe sont tirés de : S. Schulmeister; M. Schratzenstaller & O. Picek "A General Financial Transaction Tax. Motives, Revenues, Feasibility and Effects", Austrian Institute of Economic, march 2008. Nous avons utilisé dans le tableau le scénario de réduction moyenne en volume de transaction, pour une taxe sur les transactions financières sur tous les produits y compris les dérivés OTC établis à 0.05%

Les revenus potentiels de la taxe sur les transactions financières, bien qu'ils soient importants comparés à l'ampleur des plans de relance mis en œuvre en Europe en 2009 et 2010, ne représentent qu'un cinquième des déficits publics globaux prévus pour l'UE pour l'année prochaine. Il est clair que les Etats membres ont besoin de nouvelles sources de revenus afin de soutenir leurs budgets.

Cependant, du fait que l'essentiel des transactions financières en Europe s'opèrent dans quelques pays seulement (Royaume-Uni, Allemagne, France), ces pays devraient recevoir de la même façon une très large part du total du revenu européen potentiel de la taxe sur les transactions financières. Considérant que ces centres financiers sont européens par nature, concentrant les transactions qui concernent tous les États membres et pas seulement l'État membre où la transaction s'opère, il est de ce fait envisageable d'imaginer un mécanisme européen de péréquation. Ce mécanisme pourrait offrir à tous les États membres un partage équitable des revenus de la taxe, basé sur le poids économique des États membres et non sur la seule taille de son secteur financier. Le tableau 2 montre le revenu qui serait alloué à chaque pays dans le cadre d'un tel mécanisme.

Tableau 2 - La taxe sur les transactions financières: 0.05% équivaut à une année supplémentaire de plan de relance et 2 millions d'emplois supplémentaires

Pays	Allocation des recettes avec un mécanisme de péréquation européen	En % du plan de relance 2010	En % du plan de relance 2009	Potentiel de création d'emplois
UE27	€190.0Mds	230%	140%	2,200,000
Zone Euro	€143.3Mds	200%	140%	1,300,000
Allemagne	€38.3Mds	90%	110%	380,000
France	€30.6Mds	1600%	160%	340,000
Royaume-Uni	€26.7Mds	pas de plan de relance	110%	180,000
Italie	€24.5Mds	pas de plan de relance	pas de plan de relance	130,000
Espagne	€16.3Mds	270%	70%	60,000
Pays Bas	€9.2Mds	160%	180%	110,000
Pologne	€5.6Mds	110%	160%	130,000
Belgique	€5.5Mds	400%	400%	50,000
Suède	€5.4Mds	100%	110%	50,000
Autriche	€4.5Mds	90%	90%	30,000
Danemark	€3.6Mds	200%	400%	30,000
Portugal	€2.7Mds	1600%	180%	60,000
République tchèque	€2.3Mds	320%	160%	70,000

Dans ce tableau, la taxe collectée au niveau national est allouée à tous les Etats-Membres sur la base de la part du PIB de chaque Etat-membre dans le PIB total européen

source: Eurostat, calcul basé sur le coefficient de S. Schulmeister et al., op. cit.

Création potentiel d'emplois: calcul basé sur le coefficient de corrélation entre la croissance du PIB pour l'année n et la croissance du taux d'emploi à l'année n+1 sur series 1996-2008.

Les fonds structurels européens, le fonds de cohésion et les prêts de la Banque européenne d'investissement

Les lignes budgétaires non-nationales, telles que les facilités de crédit de la Banque européenne d'investissement (pour les projets d'investissement spécifiques), ou encore les fonds structurels et le fonds de cohésion, doivent être utilisées dans toute leur étendue.

Quant aux fonds structurels européens et au fonds de cohésion, il ne suffit pas de simplifier les systèmes de paiements anticipés et de remboursement, ces derniers devant encore être garantis dans la pratique. Il est nécessaire d'anticiper les programmes pluriannuels et de renforcer les structures de gestion. Pour augmenter la capacité financière afin de répondre aux besoins réels, nous devons aller au-delà des mécanismes classiques d'octroi de crédit. Nous demandons la mise en place rapide de mécanismes de bonifications d'intérêt pour (i) l'efficacité énergétique et (ii) le développement urbain à petite et à grande échelle à l'adresse des investisseurs privés et publics au niveau municipal. Un fonds de €8 milliards d'euros pour ces projets permettra de générer des investissements d'une valeur entre €40 milliards et €80 milliards pour les petites entreprises, avec de nombreux emplois à la clé.

La Banque européenne d'investissement pourrait ajouter un instrument de garantie au premier paquet de mesures de lutte contre la crise. Cet instrument doit se centrer sur de grandes initiatives pour la protection de l'emploi, pour le transport public et les grands projets d'infrastructure dans les nouveaux Etats membres, où ni le volume ni les longues échéances de financement ne sont garantis par le marché, conséquence de pannes importantes dans le système. Un volume de garantie de €20 milliards jusqu'à la

fin 2010 permettrait de mobiliser €40 milliards en investissements, soit le double des efforts entrepris actuellement. Comme ces programmes sont financés par des emprunts et remboursés sur la base des recettes qu'ils ont générées, aucune dette ne sera laissée aux générations futures. La Banque européenne d'investissement a le pouvoir d'emprunter sur les marchés de capitaux internationaux. Ce pouvoir doit donc être utilisé pour faire en sorte que les épargnes du reste du monde et des pays enregistrant des taux d'épargne élevés en Europe soient investies dans l'économie européenne afin de la rendre durable et plus forte. Les banques centrales en Europe peuvent être invitées à appuyer cette initiative en achetant ce type d'obligations européennes ou eurobonds.

Les eurobonds

Les eurobonds (c'est-à-dire des instruments de financement collectifs sous forme d'obligations émises par la Commission européenne) peuvent jouer un rôle essentiel dans la diversification des sources de financement pour les budgets nationaux : elles permettent de diminuer la pression sur les dettes publiques nationales et fournissent les ressources financières permettant d'atteindre les objectifs en matière d'investissements structurels européens.

Les eurobonds peuvent être utilisés pour promouvoir une solution européenne au problème de plus en plus aîgu de la gestion des dettes souveraines dans la zone euro. A moyen terme, nous proposons d'établir un mécanisme collectif afin de mettre en commun un pourcentage donné des dettes publiques nationales par rapport au PIB sous forme d'eurobonds. Ainsi, tous les Etats membres de la zone euro bénéficieraient d'un niveau prédéterminé d'emprunt collectif à un prix de marché juste et peu élevé, avec la possibilité pour chacun d'augmenter sa dette publique de façon individuelle sous forme d'obligations nationales.

Les eurobonds réduiraient le coût des investissements à long terme pour une économie plus verte et plus intelligente. Le but serait de réduire les écarts payés par la dette publique afin de lancer de nouveaux projets d'investissement, tout en appuyant les entreprises en général en diminuant le coût du capital, en favorisant l'épargne intérieure et extérieure et en faisant obstacle aux rachats hostiles de la part d'investisseurs étrangers. Une agence européenne pourrait être créée afin d'organiser une émission commune d'obligations libellées en devise européenne, pour lesquelles des garanties devraient être fournies pour tous les Etats membres participants.

Action n°3 : Contre l'obsession d'austérité de la droite, nous devons allier la discipline budgétaire à la relance de l'économie et du marché du travail, à la croissance durable et au progrès social

Grâce à une protection contre la spéculation et à de nouveaux revenus fiscaux, les gouvernements européens pourront mener des politiques anticycliques et structurelles, à condition que les règles s'appliquant aux politiques économiques soient adaptées aux circonstances exceptionnelles de la crise et aux objectifs de transformation des structures de production européennes.

Prolonger les échéances

La 'stratégie de sortie' de la droite ne doit en aucun cas être appliquée. La Commission européenne et le Conseil doivent utiliser pleinement la flexibilité inhérente au Pacte de stabilité et de croissance et adapter l'application de la procédure de déficit excessif (PDE)⁵. Les recommandations de la PDE sont totalement irréalistes et si elles étaient

⁵ Conformément au règlement du Conseil 1056/2005 et la possibilité pour le Conseil de publier des "recommandations révisées". 17

appliquées, elles auraient d'énormes répercussions sur l'emploi et les Etats Providence dans leur ensemble. Le report des échéances pour l'application du Pacte de stabilité et de croissance permettrait donc aux Etats membres de mener les politiques nécessaires pour sortir de la crise et de servir, par la même occasion, les objectifs de redressement fiscal.

Identifier les priorités en matière de dépenses publiques

Si l'on prolonge les politiques fiscales expansionnistes, il faut veiller à bien identifier les priorités en matière de dépenses. Les mesures assorties de multiplicateurs fiscaux à long terme ou permanents plus élevés, comme les investissements publics, doivent être favorisées. Il est nécessaire d'introduire des mécanismes incitatifs positifs à cet effet. Par ailleurs, les Etats membres qui mobilisent du financement pour atteindre les objectifs structurels de la stratégie Europe 2020 doivent pouvoir jouir d'une plus grande flexibilité.

Les mesures qui se sont révélées utiles dans les paquets initiaux de relance mais qui sont particulièrement efficaces lorsqu'elles sont appliquées de façon ponctuelle pendant une période déterminée, comme par exemple l'appui à la consommation privée, ne devraient être maintenues que dans la mesure où elles constituent des instruments de redistribution et de lutte contre la pauvreté. Sinon, elles doivent être supprimées progressivement.

Les investissements doivent être dirigés vers des secteurs à forte intensité de main d'œuvre afin de réduire rapidement le chômage et tous ses effets socioéconomiques. Les priorités en matière d'investissements doivent être les technologies d'avenir, comme les technologies vertes, les nanotechnologies et les TI, ou encore l'augmentation de l'efficacité énergétique ou des matières premières, afin de contribuer à augmenter la compétitivité de l'économie européenne.

Toutefois, certaines compressions budgétaires seront inévitables dans le processus de réorientation des dépenses publiques. Ainsi, les gouvernements doivent évaluer soigneusement toutes les conséquences, sur le plan socioéconomique et de l'égalité des sexes, des réductions auxquelles ils veulent procéder. Les mesures de transferts sociaux, en particulier, ne peuvent être affectées par des réductions de dépenses qu'en vertu du principe du partage équitable de la charge.

Un Pacte européen pour l'emploi et le progrès social⁶

Les secteurs public et privé, les employeurs et les salariés, les producteurs et les consommateurs doivent se mettre d'accord sur un pacte pour l'emploi et le progrès social, dans le but de renforcer la création d'emploi et la cohésion sociale et donc, de surpasser la crise. Les investissements publics dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre sont donc nécessaires et il faut inciter la redirection des investissements privés des marchés financiers vers l'économie réelle. Les politiques actives du marché du travail, comme le chômage partiel combiné à une formation et les bureaux de placement, doivent être intensifiées. Il est fondamental de garantir l'égalité de salaires à travail égal. Afin de faciliter la créativité, la productivité et la paix sociale, les conditions de travail doivent être améliorées. Le pouvoir d'achat doit augmenter en garantissant une évolution des salaires dans la lignée de l'inflation et des hausses de la productivité. Il est également fondamental d'améliorer la qualité et l'accès aux services publics.

⁶ Cfr annexe 2 pour une position détaillée sur cette question.

Promouvoir la croissance verte

La croissance et les emplois verts joueront un rôle essentiel pour sortir de la crise. Il est nécessaire d'élaborer une stratégie globale européenne afin de promouvoir des investissements publics supplémentaires dans les énergies renouvelables et dans d'autres secteurs technologiques 'verts', afin d'améliorer les conditions-cadre pour l'investissement privé, par exemple en augmentant le prix du carbone, afin d'offrir des incitants pour transformer la production et la consommation et de réduire l'intensité en carbone du secteur du transport. Une telle stratégie ne permettra certes pas de réduire les émissions mais bien de réduire l'utilisation des ressources, et par conséquent, d'augmenter la compétitivité des produits et des services européens ; elle permettra de réduire la dépendance énergétique de l'UE et les déficits du commerce extérieur qui y sont liés, d'appuyer le secteur de la technologie verte, dont la croissance s'accélère, et de créer des millions d'emplois nouveaux. La justice sociale dans la transition vers une croissance verte doit être garantie en offrant des programmes de formation et d'éducation aux travailleurs affectés par les restructurations, en favorisant une meilleure isolation dans le logement, en réduisant la facture énergétique pour les groupes à faibles revenus et en garantissant un meilleur accès aux transports publics pour tous.

Pour des réformes structurelles progressistes

La réforme structurelle à l'échelle européenne doit être coordonnée moyennant la mise en œuvre d'une stratégie Europe 2020 forte et progressiste. Le PSE plaide depuis quelques temps déjà pour l'application de politiques structurelles progressistes, visant à transformer l'Europe en une économie « **verte, intelligente et solidaire** ».

Nos objectifs à long terme sont:

1. **de se diriger vers des activités à faibles émissions de carbone**, en promouvant de nouveaux modes de consommation, de production et de mobilité, tout en garantissant une transition équitable vers une économie sans carbone ;
2. **de faire de la connaissance et de la créativité les principales ressources des personnes, des entreprises et des régions**, sur la base de programmes de création de compétences pour tous et d'un soutien actif à l'innovation, à l'investissement et à la création d'emplois dans les nouveaux domaines ;
3. **de renouveler et de renforcer le système de protection sociale**, de lutter contre les inégalités sociales, en soutenant le changement tout en protégeant les citoyens, et en garantissant des services publics de haute qualité ;
4. **de redéfinir le rôle des politiques macroéconomiques**, d'appuyer la création d'emplois et la croissance économique.

Action n°4 : Contre la stratégie isolée de la droite, nous devons tirer le plus grand parti des effets de retombées à travers la coordination des politiques fiscales

La gouvernance économique de l'UE doit être renforcée afin de protéger la monnaie unique, mais aussi afin de rendre la politique économique plus efficace. Le cadre actuel, fondé uniquement sur un Pacte de stabilité et de croissance inadapté, doit être réorganisé. Le Pacte devra être revu en profondeur à moyen terme afin de le transformer en un instrument de durabilité vraiment efficace. Au moment de formuler de nouvelles règles établissant un cadre pour la poursuite d'une politique fiscale en Europe, l'accent ne doit plus être mis sur le déficit public mais bien sur la dette publique et il doit être élargi à d'autres indicateurs, en particulier l'emploi, la croissance et les déséquilibres dans les balances courantes au sein de l'Union européenne.

Les politiques fiscales de l'UE, en particulier de la zone euro, gagnent en efficacité si elles sont coordonnées de façon adéquate. Puisque les politiques adoptées dans les grands Etats membres ont un énorme impact sur les plus petits Etats membres et qu'à l'inverse, les politiques mises en place de façon autonome dans les plus petits Etats membres peuvent être en grande partie compensées par les politiques menées dans les grands Etats membres, la coordination des politiques fiscales n'est pas une option mais bien une nécessité.

Le mécanisme discrétionnaire visant à donner une orientation commune européenne à la politique fiscale doit être redéfini dans son ensemble. Il est fondamental, en particulier, de renforcer l'Eurogroupe, et de lui attribuer des objectifs explicites en matière de croissance et de création d'emplois.

Des études menées par le Conseil économique danois du mouvement travailliste (AE) montrent que la coordination est non seulement utile dans un contexte de politiques anticycliques mais qu'elle représente également un facteur de réussite des politiques structurelles. Par exemple, si la plus grande économie de l'UE, à savoir l'Allemagne, devait adopter à elle seule notre stratégie d'investissement progressiste pour l'Europe 2020, elle enregistrerait une diminution du chômage et une croissance plus forte de son PIB. Toutefois, ces résultats seraient bien inférieurs à ceux qui pourraient être atteints si tous les Etats membres appliquaient ensemble la même stratégie. La différence entre une action coordonnée et une action isolée se monte à 1,2 points en matière de chômage (6,2% au lieu de 7,2%) et à 1,5 points en matière de croissance cumulée du PIB (soit 2% par an en moyenne durant la décennie, au lieu de 1,8%). La coordination a même un impact sur le redressement fiscal : l'Allemagne enregistrerait en 2020 un déficit de -0,9%, contre -2,1% sans coordination.

La coordination est également nécessaire pour régler les disparités macroéconomiques et sociales en Europe. Certains déséquilibres ont été amplifiés par la crise et sont à présent beaucoup plus visibles dans les comptes courants des ménages et sur les bilans des entreprises. Leurs causes sous-jacentes pourraient être dues à des dépenses publiques non durables, des politiques salariales non-viables et un manque d'amélioration de la productivité. Toutefois, dans les circonstances présentes, elles peuvent également être dues à un manque de demande au niveau des investissements et de la consommation à l'échelle européenne, aux inégalités dans la redistribution des revenus, à une augmentation du chômage et de la pauvreté, à un approfondissement des inégalités entre les régions et à l'absence d'instruments efficaces pour financer les budgets publics. Par conséquent, il serait utile de créer un mécanisme de surveillance multilatérale afin de procéder à un suivi de ces différentes dimensions et d'identifier ainsi les solutions spécifiques les plus adaptées. Au-delà des solutions spécifiquement nationales, certains principes généraux doivent être respectés. Les déséquilibres macroéconomiques et sociaux peuvent être réduits en créant de meilleures conditions pour la relance dans tous les Etats membres. En ce sens, une coordination économique renforcée s'impose.

En ce qui concerne le processus "Europe 2020", l'UE doit développer un nouveau modèle de gouvernance économique afin de s'assurer que les politiques soient plus efficaces et soient assorties d'instruments renforcés et d'actions à niveaux multiples combinant le niveau local, national, européen et mondial.

La responsabilité politique des institutions et des gouvernements européens concernant la mise en œuvre de politiques coordonnées doit également être renforcée. La participation de tous les interlocuteurs pertinents et l'utilisation du plein potentiel du Traité de Lisbonne concernant la coordination politique doivent être garanties.

3. Un programme progressiste pour l'avenir de l'Europe

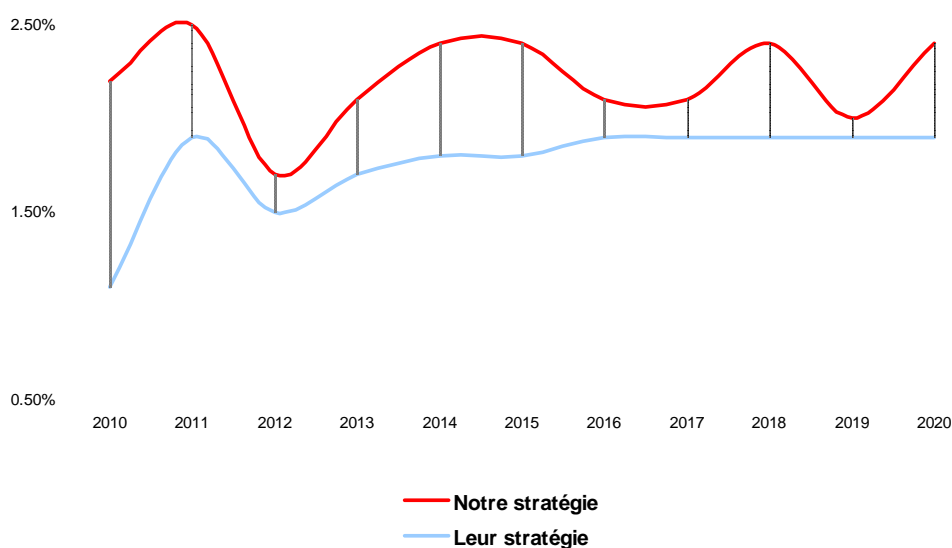
A l'aide des instruments mentionnés plus haut et grâce aux quatre actions progressistes que nous venons de présenter, nous serons capables de nous engager sur la voie d'une réorganisation complète des structures mêmes de l'économie européenne.

S'ils étaient mis en place, les changements structurels que nous proposons se traduiraient par une croissance plus élevée et plus durable, par une augmentation de l'emploi, par le progrès social et par un assainissement budgétaire encore plus rapide que si les politiques conservatrices actuelles continuaient d'être appliquées.

Au cours des cinq prochaines années, la stratégie du PSE pour une issue progressiste à la crise créerait 6 millions d'emplois. La stratégie 'de sortie' de la droite en détruirait tout autant. Vers la fin de la décennie, notre stratégie permettra de créer 14,5 millions de postes de travail, de diminuer le taux de chômage à 6,8% et de ramener nos déficits publics à la limite fixée par le traité de Maastricht.

Pendant toute la décennie, la croissance du PIB serait bien plus élevée grâce à la mise en place de politiques structurelles progressistes. A l'exception de l'année 2012, le taux de croissance annuel serait supérieur à 2%. La poursuite des politiques actuelles, par contre, ne déboucherait que sur une croissance molle (cfr graphique 5).

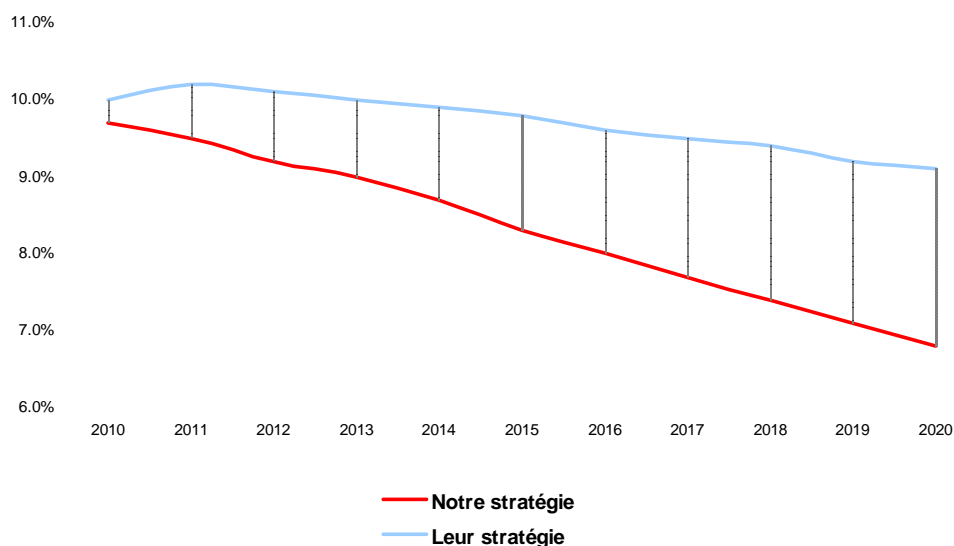
Graphique 5 - Taux de croissance du PIB



Source: AE

Alors que les politiques promues par la droite à l'heure actuelle n'aboutiront qu'à un taux de chômage élevé, supérieur à 9% sur le long terme, nos propositions permettraient de réduire le chômage pour arriver en dessous de la barre des 9% à partir de 2014 et en dessous de 7% pour la fin de la décennie (cf. graphique 6).

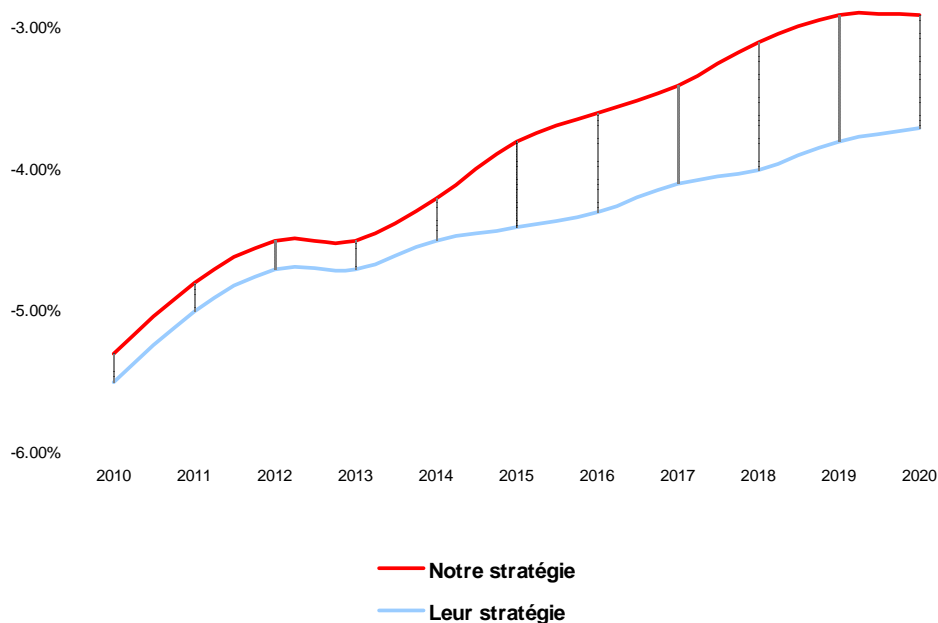
Graphique 6 - Taux de chômage



Source: AE

Même dans l'objectif d'un redressement fiscal, nos solutions sont plus adaptées que la poursuite des politiques actuelles. En diminuant le chômage et en générant de la croissance, notre stratégie permettrait de ramener progressivement les finances publiques de l'Europe à des niveaux durables, et à un rythme compatible avec une relance à long terme (cfr graphique 7).

Graphique 7 - Deficit Public

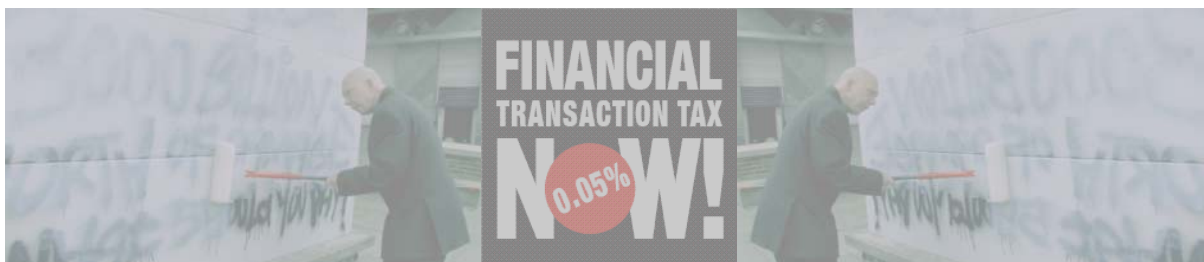


Source: AE

Une question de choix

La stratégie de la droite consiste à faire comme avant, et à essayer de saper les fondements mêmes de nos Etats Providence. Cette stratégie conditionne véritablement le débat public sur l'environnement politique de l'après-crise et elle menace déjà l'avenir socioéconomique de l'UE. Les conservateurs européens sont la seule force politique au monde à insister sur une 'stratégie de sortie' si agressive, dont le résultat ne peut être que la destruction de l'emploi et de tout signe de croissance positive en Europe. L'Europe doit assumer ses responsabilités dans le domaine budgétaire et elle a besoin de réformes structurelles. Mais elle a également besoin de réglementer les marchés financiers et de lancer des mesures de relance pour la croissance.

L'Europe doit donc faire un choix. Le choix entre la relance et l'austérité, entre un assainissement budgétaire à la va-vite et la préservation de l'emploi, une croissance durable et la protection sociale, entre une "stratégie de sortie" de l'intervention publique et une "stratégie d'entrée" sur le marché de l'emploi. Le choix entre les mêmes politiques qu'avant la crise et une stratégie ambitieuse de réformes structurelles. Entre des inégalités sociales accrues et une politique permettant d'inverser la vapeur. La famille progressiste européenne emmenée par le PSE doit lutter pour faire entendre sa voix. Ensemble, nous devons garantir que l'Europe et ses citoyens sortent renforcés de la crise. Contre la position destructrice des forces de droite, le PSE s'engage à défendre dans l'unité une démarche progressiste vers un avenir européen de prospérité, de solidarité et de durabilité.



Pour une réglementation progressiste des marchés financiers

Après que les premières ondes de choc aient frappé le système financier mondial en 2007, un véritable mouvement international en faveur d'une réforme radicale du système financier est né, dont les points culminants ont été les sommets du G20 à Pittsburg et à Londres en 2009. Le Parti socialiste européen (PSE) avait espéré qu'une réflexion approfondie et critique allait être entamée sur les trois dernières décennies de néo-libéralisme financier. Or aujourd'hui, quelque trois ans après la crise des subprimes, les gouvernements de droite européens poursuivent leur programme politique irresponsable :

La seule ambition de la droite dans la lutte contre la crise et ses conséquences est de remettre des couches de peinture sur les lézardes qui sillonnent les murs de son édifice économique. L'attention qu'elle porte à "l'argent facile" est par définition irresponsable. La droite ne dispose tout simplement pas des outils nécessaires pour outrepasser cette crise, pour en tirer les enseignements et pour lancer un programme alternatif pour l'Europe.

Le Parti socialiste européen s'oppose catégoriquement aux mesures draconien-nes prônées par la droite et demande instamment aux institutions européennes de renouveler leurs efforts afin d'entamer enfin la réforme tant attendue du système financier :

1. Promouvoir un partage équitable de la charge concernant les coûts présents et futurs des crises financières :

A l'avenir, les contribuables ne peuvent être la principale "vache à lait" en cas de sauvetage du secteur bancaire et financier.

Le moment est venu d'introduire [une taxe sur les transactions financières](#) afin que le secteur financier apporte lui aussi sa juste contribution à l'économie réelle :

- a. L'imposition des flux financiers aura un effet stabilisateur sur les marchés financiers puisqu'elle permettra de réduire les opérations financières "court-termistes" et socialement inutiles dues aux activités hautement spéculatives.
- b. Une TTF de 0,05% représentera à l'avenir une contribution permanente d'environ 1% du PIB mondial par an. La TTF pourrait rapporter quelque €200 milliards par an rien que sur le territoire européen, soit un montant supérieur au budget actuel de l'Union européenne.

Nous sommes en faveur de la création d'un **fonds de garantie bancaire européen** pour protéger les déposants dans toute l'UE et d'un **fonds de stabilité** financé par les institutions financières et géré au niveau européen, afin de garantir que le secteur de la finance paie effectivement les frais des futures crises qu'il aura pu causer.

2. Garantir un contrôle intégral des pratiques et des produits financiers

Les produits dérivés constituent l'un des domaines les plus opaques du système financier:

Jusqu'à présent, les décideurs du G20 ont convenu qu'il fallait délocaliser le plus grand nombre possible de dérivés hors bourse jugés éligibles pour compensation par les chambres de compensation, après qu'ils ont été échangés. **Ainsi, ces véritables armes financières de destruction massive devraient faire l'objet d'un enregistrement adéquat, d'une compensation centrale et d'une supervision européenne stricte.**

Les bureaux centraux de compensation doivent jouer un rôle plus important dans la réglementation des marchés financiers en améliorant la stabilité et la sécurité du système financier : ils doivent s'assurer à présent de la bonne conduite d'une opération même si l'une des parties est en défaillance. Les contrats d'échange sur défaut d'emprunteur souverain sont des produits socialement inutiles, qui devraient, par conséquent, être interdits.

Toute activité frauduleuse et à haut risque doit être interdite ou soumise à une réglementation stricte:

Les autorités chargées de la réglementation des marchés doivent avoir le droit de limiter la vente à découvert, si nécessaire. La directive sur les abus de marché doit être révisée afin d'interdire les pratiques spéculatives à haut risque comme la vente à découvert à nu et la pratique dite du "vote vide".

Nous demandons instamment à la Commission européenne de mener les **enquêtes nécessaires sur les activités des agences de notation privées et de se pencher sur l'introduction de nouvelles règles** concernant leur méthodologie de notation et les exigences en matière de transparence. Nous sommes également en faveur de la création d'une **agence de notation européenne indépendante**, qui apportera davantage d'objectivité et de diversité sur le marché de la notation.

Les systèmes irresponsables de rémunération des institutions financières ont été l'une des causes principales de la crise économique et financière actuelle car ils ont encouragé les activités excessives, irréfléchies et risquées. L'ampleur des dégâts causés par la crise a clairement mis en exergue l'inefficacité des recommandations non-contraignantes et autres codes de conduite dans le domaine des systèmes de rémunérations. Par conséquent, **les comités indépendants** des institutions financières ou encore, des entreprises cotées en bourse doivent inclure tous les actionnaires et définir des politiques de rémunération contraignantes sur la base de principes durables et sensibles aux risques. Les montants des rémunérations variables doivent être liés aux objectifs à long terme et à la performance effective de l'entreprise dans son ensemble.

3. Renforcer le cadre réglementaire et de contrôle des institutions financières afin d'éviter de nouvelles crises

L'ampleur de la crise économique et financière actuelle a également montré les grandes faiblesses de la législation non-contraignante et le manque de robustesse et de cohérence d'un cadre réglementaire et de contrôle trop fragmenté par rapport aux acteurs financiers.

A cet égard, nous sommes en faveur d'une approche plus intégrée dans le domaine du contrôle financier.

- **Les fonds spéculatifs et de capital-investissement doivent dès à présent faire l'objet d'une réglementation effective concernant les leviers et le démembrement des actifs, et ils doivent être soumis à certains critères de transparence.** Par ailleurs, la législation européenne doit s'appliquer de manière semblable aux gestionnaires tant de fonds européens que de fonds non européens.
- **Le comité européen du risque systémique (CERS) doit également être considéré comme une instance de surveillance de premier plan,** capable d'évaluer et de déclarer l'imminence d'un risque systémique et d'en empêcher les effets contagieux. Le CERS devrait avoir à sa tête le président de la BCE et son conseil d'administration devrait inclure des experts du monde académique.
- Dans la lignée du Parlement européen, nous demandons instamment aux chefs d'Etat européens d'octroyer **aux autorités de supervision européennes une compétence de surveillance directe** sur les institutions financières et de leur conférer des pouvoirs contraignants afin qu'elles puissent régler les différends entre autorités nationales.
- Il est plus que temps de revenir aux activités bancaires traditionnelles au sens le plus strict et de garantir une séparation absolue entre les activités bancaires de "casino" et les activités telles que les dépôts ou encore l'octroi d'emprunts et de prêts.
- La crise a montré les grandes failles de la réglementation bancaire européenne actuelle. Comme convenu par les leaders du G20 en 2009, l'Union européenne doit définir des exigences en matière de fonds propres et en augmenter la qualité ; elle doit renforcer les exigences en matière de gestion du risque de liquidité, atténuer la procyclicité, décourager les leviers irréflechis et renforcer la constitution de provisions dans une perspective d'avenir, afin de compenser les sinistres de crédit. Les accords trouvés sous l'égide du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire doivent entrer en vigueur sous la forme de traités internationaux.
- **Les paradis fiscaux, les centres financiers offshores et le secret bancaire doivent disparaître complètement** et des sanctions efficaces doivent s'appliquer aux territoires qui refusent de se plier aux règles.

Nous ne permettrons pas que le secteur financier européen reprenne ses mauvaises habitudes. Au contraire, nous allons l'habituer à de nouvelles pratiques, fondées sur un respect sans faille de la transparence, de la responsabilité et du bien public.



Un Pacte européen pour l'emploi et le progrès social

La crise financière, socioéconomique et de l'emploi a déjà eu un énorme impact sur les plus pauvres et les plus défavorisés. 7 millions de personnes se sont retrouvées au chômage, la pauvreté augmente, bon nombre de citoyens ont perdu leur logement, certains ont même perdu une part considérable de leur retraite. En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous devons éviter que les stratégies de sortie aient d'autres effets dévastateurs sur la population et qu'elles ne fassent porter le fardeau de la crise aux plus faibles dans la société. Les coupes dans la sécurité sociale auraient des effets négatifs à long terme sur la cohésion sociale mais aussi sur la compétitivité et sur la croissance européenne. Elles doivent donc être évitées autant que possible.

Par contre, il est nécessaire d'entreprendre de réels efforts afin d'augmenter les niveaux d'emploi et de favoriser le progrès social. Nous proposons donc d'adopter un Pacte européen pour l'emploi et le progrès social entre le secteur public et privé, entre employeurs et salariés, entre producteurs et consommateurs. Son but doit être de préserver autant de postes de travail que possible, d'aider les chômeurs à retrouver un emploi aussi rapidement que possible, de stimuler la création de nouveaux emplois, de sortir davantage de personnes de la pauvreté et d'améliorer l'intégration sociale des groupes défavorisés dans la société. Cette crise doit être envisagée comme une occasion de procéder à une requalification radicale de la main d'œuvre dans toute l'Europe. Le pacte doit servir les priorités suivantes :

1. Créer de nouveaux emplois

Même en période de croissance molle, l'Europe peut créer de l'emploi dans de nombreux secteurs, comme par exemple, dans les technologies vertes, les services de santé et de prise en charge des personnes et les technologies de l'information et de la communication. Les investissements publics doivent être redirigés vers les secteurs à haute intensité de main d'œuvre et l'investissement privé doit être facilité en améliorant les conditions-cadre pour les investisseurs. Des programmes européens et nationaux doivent être créés pour la création d'emplois, combinant des investissements publics et privés, notamment par le biais des fonds structurels européens, de la BEI et de nouveaux instruments tels que les eurobonds. Ces initiatives doivent promouvoir l'accès aux nouveaux emplois, en particulier pour les femmes, les jeunes et les travailleurs plus âgés, et elles exigeront une action plus offensive fondée sur une meilleure coordination des politiques d'emploi, d'éducation et d'innovation.

2. Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux

La crise actuelle doit devenir une opportunité pour l'Europe de transformer son économie à l'avenir. Il est donc essentiel d'insister sur une requalification de toute la main d'œuvre potentielle européenne. L'Europe ne doit jamais tenter d'entrer en concurrence avec les nouvelles économies émergentes sur le coût de la main d'œuvre. Elle doit au contraire fonder sa compétitivité sur une main d'œuvre hautement qualifiée, sur son

efficacité, sa productivité et l'innovation dans une économie basée sur la connaissance. A l'avenir, les nouveaux emplois exigeront de nouvelles compétences. Il est donc fondamental d'analyser soigneusement les tendances futures sur le marché du travail et de s'en inspirer pour redéfinir les politiques d'éducation et de formation. L'initiative-phare de la stratégie Europe 2020, "De nouvelles compétences pour des emplois nouveaux" doit aboutir à un programme ambitieux de requalification massive des hommes et des femmes en vue des emplois nouveaux. Ce programme doit être financé tant par les autorités publiques que par les partenaires privés, avec une intervention ciblée du fonds social européen ; il doit fournir des solutions personnalisées en matière d'éducation et de formation à l'adresse de ceux et celles qui doivent remettre leurs connaissances à jour pour accéder à un nouvel emploi ou pour garder leur poste de travail actuel.

3. Protéger et préserver les emplois viables

Malgré une reprise lente de la croissance, un défi important pour les années à venir sera de protéger les emplois viables. Un dialogue social fort sera fondamental à cet égard. Il est essentiel de poursuivre les programmes permettant aux employeurs d'éviter les réductions de personnel, comme, par exemple, "le travail partagé intelligent" combinant une réduction du temps de travail avec des programmes de formation, ou encore les comptes épargne-temps. Il faut également renforcer le contrôle du processus de restructuration. Les plans de licenciements massifs doivent d'abord être soumis à un système renforcé de supervision, afin de garantir que toutes les autres options aient été explorées préalablement. Les processus de restructurations s'avérant inévitables doivent s'accompagner de plans et de programmes sociaux pour le développement régional, qui pourraient être financés par les fonds structurels européens et par le fonds d'ajustement à la mondialisation. Les entreprises qui bénéficient de subventions d'Etat doivent les rembourser dans le cas où elles ont licencié leur personnel tout en utilisant les ressources financières publiques pour payer des dividendes aux actionnaires ou pour acheter des actions de la compagnie afin d'en augmenter la valeur. Pour soutenir la croissance économique, la politique industrielle européenne doit être renforcée, afin d'améliorer les conditions-cadre pour tous les secteurs industriels.

4. Surveiller l'évolution des salaires

Compte tenu du besoin d'augmenter le pouvoir d'achat en Europe, les évolutions des salaires doivent être suivies de près et elles doivent entrer dans la lignée des gains de productivité. Tout en respectant le rôle et l'autonomie des partenaires sociaux, les gouvernements des Etats membres doivent jouer un rôle offensif dans la supervision des salaires et dans les mesures d'appui qui y sont liées, en particulier, afin d'éviter une hausse du nombre de travailleurs en situation de pauvreté, par exemple, en augmentant les niveaux des salaires minimaux légaux, là où de tels régimes existent. Les mesures de réduction des salaires visant à éviter les licenciements ne peuvent être que temporaires. Elles doivent faire l'objet d'une surveillance stricte et doivent être liés à des mesures compensatoires, telles que les régimes de revenus alternatifs, d'achat d'actions ou encore de partage intelligent du travail. Nous devons résoudre le problème des inégalités de salaires. Alors que les rémunérations des cadres supérieurs ont augmenté de deux points en moyenne, au cours des dernières années, les salaires dans le bas de l'échelle ont stagné. Les politiques de rémunérations des cadres doivent être revues dans l'intérêt de la justice et afin qu'ils reflètent les résultats économiques à long terme. Des mesures ambitieuses pour pallier l'écart salarial entre hommes et femmes doivent être mises en place, sur la base d'objectifs concrets afin de réduire les différences tant au niveau des salaires que des pensions dans tous les Etats membres.

5. Augmenter la qualité de l'emploi et réduire les conditions de travail précaires

Les conditions de travail et les droits des travailleurs n'ont cessé de se détériorer au cours des dernières années dans de nombreux pays et le nombre d'emplois précaires a augmenté. De nouveaux instruments législatifs doivent être adoptés au niveau européen et national afin d'augmenter la qualité de l'emploi et de renforcer les droits des travailleurs. Il sera par ailleurs essentiel d'améliorer la qualité des contrats de travail, de renforcer le pouvoir de codécision des travailleurs, de garantir de meilleures normes en matière de santé et de sécurité et de limiter le temps de travail. L'égalité de salaire à travail égal doit être garantie partout en Europe et il est donc indispensable de revoir la directive sur le détachement des travailleurs.

6. Inclusion sociale active et protection sociale renforcée

Au lieu de saper les fondements de nos systèmes de protection sociale en temps de crise, il convient de les adapter et de les renforcer. Les politiques actives sur le marché de l'emploi doivent être revues à la hausse partout en Europe. Les services publics pour l'emploi doivent être modernisés afin de pouvoir faire face à l'augmentation massive de leurs utilisateurs. Ils doivent offrir de nouveaux régimes pour augmenter l'employabilité des travailleurs et garantir une réintégration rapide et effective des chômeurs au marché du travail une fois la relance entamée. Il est urgent de créer des politiques ciblées ou encore de renforcer les politiques existantes afin d'aider ceux qui sont les plus affectés par la crise, comme les revenus les plus faibles, ceux qui risquent de perdre leur logement, les familles monoparentales (dont les chefs de famille sont le plus souvent des femmes), les jeunes et les pensionnés. Une directive-cadre européenne sur les régimes de revenus minimaux constitue un pas important dans cette direction et elle devrait être reprise dans l'initiative-phare de la stratégie Europe 2020, "Plateforme européenne contre la pauvreté". L'accent doit être mis sur la stabilisation des systèmes de pensions. Des critères minimaux de garantie des investissements dans les fonds de pensions doivent être formulés. Il existe une option d'investissement sûre pour les fonds de pension, qui permettrait par ailleurs de générer des avantages supplémentaires pour l'économie européenne : il s'agirait d'investir à grande échelle dans les eurobonds, ces dernières pouvant ensuite être utilisées pour financer les investissements dans la relance. Afin d'appuyer et de renforcer les systèmes européens de protection sociale, les politiques fiscales doivent être révisées et de nouveaux instruments doivent être introduits. Les recettes des Etats doivent augmenter sans pour autant élargir les disparités en matière de revenus. Les groupes les plus nantis de la société doivent contribuer davantage au fonctionnement de l'Etat et de l'économie. Les impôts sur le revenu et sur le capital affectant les segments les plus riches doivent donc augmenter. Par ailleurs, de nouvelles taxes doivent être introduites, telles que la taxe sur les transactions financières et une fiscalité écologique.



Sortie de crise : notre réponse progressiste

Déclaration conjointe adoptée par la Présidence PSE
et du groupe S&D au Parlement Européen



10 juin 2010

La crise économique et financière a porté un coup terrible à l'Europe. Depuis maintenant près de trois ans, nous avons été témoins de ses conséquences sociales désastreuses. Elle laisse les peuples européens confrontés à un choix décisif : l'action commune ou la stagnation. Cette crise s'est révélée être un tournant en matière de coopération économique, démontrant que l'union monétaire ne pouvait pas fonctionner sans une union économique. Les socialistes et sociaux-démocrates européens se doivent de montrer le chemin praticable pour sortir de cette crise.

Les derniers mois ont vu à l'œuvre un schéma bien particulier, tant à Bruxelles que dans les capitales nationales. La droite, dominante en Europe, s'obstine à faire le mauvais choix. Ce choix repose sur une idéologie discréditée et un passé économique mythifié. Ce choix vise à réduire massivement les budgets publics, détruire les emplois et démanteler l'Etat-providence. Ce choix repose sur ces mêmes marchés financiers exempts de toute régulation qui ont causé la crise économique et nous dictent désormais les termes de la survie économique des Etats membres souverains. C'est un choix basé sur le déni du rôle indispensable du débat politique et des représentants démocratiquement élus en protégeant la consolidation fiscale, la croissance et la cohésion sociale des marchés. La stratégie conservatrice consiste à accroître le fossé entre les riches et les pauvres au sein de nos sociétés, affectant plus durement les plus vulnérables. Les femmes, en particulier, qui constituent la majorité des employés et des utilisateurs du service public souffrent des coupes budgétaires qui affectent non seulement la situation des femmes mais aussi l'avenir de nos enfants. L'unique ambition proposée par les conservateurs pour colmater les brèches apparues durant la crise sur les murs de notre foyer économique consiste à y appliquer quelques couches de peinture. Leur obsession pour l'argent facile est par définition court-termiste. La droite n'a tout simplement pas les outils pour dépasser cette crise, en tirer les conclusions qui s'imposent et promouvoir une alternative pour l'Europe.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates européens, défendons une nouvelle voie reposant sur une solide analyse des causes de cette crise. C'est un projet structurellement pertinent intégrant les leçons du passé.

Alors que l'édifice du projet économique néolibéral s'est brusquement écroulé en se révélant être un colosse aux pieds d'argile, les progressistes doivent incarner le réalisme économique. Nous devons réintégrer les décisions économiques au sein du champ politique. Notre alternative n'est pas seulement idéologique. Elle est simplement la solution la plus durable, et solidaire pour tous les citoyens d'Europe.

Face à la réponse politique non durable et inappropriée des conservateurs européens, nous nous sommes engagés à mettre en œuvre *une sortie de crise progressiste* visant à atteindre les objectifs de relance économique, de croissance durable, de création d'emplois de meilleure qualité, d'inclusion sociale, de soutenabilité à long-terme des

finances publiques et à sauvegarder la situation de l'Europe sur la scène internationale. Cette approche repose sur quatre actions politiques immédiates et constitue notre projet pour renforcer la gouvernance économique de l'Europe.

Premièrement, nous devons protéger l'accès au financement des gouvernements de la spéculation à travers la mise en place d'un Mécanisme Européen pour la Stabilité Financière. Les Etats membres de l'Union européenne, dont les finances publiques ont été sévèrement affectées par le sauvetage du secteur financier et de l'économie réelle, ne peuvent s'engager sur la voie de la reprise économique en étant sous la menace constante d'un défaut de paiement. Un mécanisme européen destiné aux Etats membres de la zone Euro combinant solidarité, coopération et responsabilité tel qu'approuvé par les Premiers Ministres et Leaders du PSE le 25 mars 2010, constitue une partie de la réponse censée permettre aux gouvernements de conduire les politiques de relance économique requises. Les Etats membres de l'Union doivent faire preuve d'unité afin de promouvoir l'emploi et la croissance. En outre, une régulation efficace et améliorée de l'industrie financière et de ses produits est indispensable. Il est également nécessaire de réglementer les agences de notation qui ont contribué dans une large mesure à exacerber les attaques spéculatives.

Deuxièmement, afin de consolider les finances publiques tout en sauvegardant notre modèle social, nous devons avoir recours à de nouveaux instruments fiscaux et non fiscaux destinés à collecter des revenus justes et durables. En premier lieu, la taxe sur les transactions financières s'avère indispensable. Il s'agit d'assurer un juste partage du coût de la crise, de restreindre les mouvements spéculatifs et de garantir une contribution du secteur financier en faveur d'une sortie de crise. Une taxation équitable des activités à forte externalité négative sur l'environnement telle qu'une fiscalité verte doit être intégrée à cette révolution fiscale, qui mettra fin à des décennies d'évaporation de la taxation du capital. Une partie de la solution réside dans le règlement de la question de l'évasion et de la fraude fiscale par la coopération. Une utilisation différente des fonds structurels européens et des prêts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement, ou encore l'établissement de mécanismes européens tels que les euro-bonds destinés à financer les investissements de long-terme fournirait également des marges de manœuvre financières supplémentaires complétant les budgets nationaux.

Troisièmement, nous devons placer la relance de l'économie et du marché de l'emploi tout comme le progrès social, au cœur des objectifs des politiques publiques. Les dépenses publiques doivent être réorientées à cette fin et porter une attention particulière à l'économie verte. Les réductions budgétaires à venir doivent être ciblées avec précision et limitées, et les coupes dans les dépenses sociales être évitées autant que possible. Le pacte de stabilité et de croissance doit être appliqué de manière équilibrée afin d'atténuer la tension exercée sur les budgets nationaux. Les délais de correction établis dans le cadre des procédures de déficit excessif doivent être prolongés. Un pacte européen pour le progrès social doit être adopté afin de limiter les conséquences sociales de la crise et d'offrir à tous les citoyens l'opportunité de participer activement au marché du travail. Il ne peut y avoir de sortie de crise progressiste sans égalité entre les femmes et les hommes. Les objectifs et mesures en faveur de l'emploi des femmes doivent ainsi être inclus dans toutes les initiatives de relance.

Quatrièmement, les politiques budgétaires doivent être rendues plus efficaces en renforçant la coordination européenne, notamment au sein de la zone Euro. La coordination des politiques budgétaires en Europe doit déboucher sur un instrument favorable à la

croissance et la création d'emplois, par l'optimisation des externalités économiques. Il faut en finir avec les considérations biaisées selon lesquelles la coordination économique implique des coupes budgétaires. La coopération économique doit également être renforcée à l'échelon international et être opposée aux tentatives de retour au nationalisme économique prôné par les conservateurs.

Ces actions doivent être prises aujourd'hui afin de garantir notre capacité à atteindre demain nos objectifs de long-terme : évoluer vers une économie à faible intensité carbone et basée sur le savoir et l'innovation au sein d'une société inclusive dotée de systèmes sociaux renforcés.

Les socialistes et sociaux-démocrates européens se sont engagés à sortir renforcés de cette crise et à prendre les actions ambitieuses requises. Face à la prise de position destructrice des forces conservatrices, le PSE s'engage à rester uni en faveur d'une stratégie progressiste pour un futur Européen prospère, solidaire et durable.



Une stratégie pour l'emploi, la croissance, l'inclusion, la justice sociale et la durabilité

Déclaration conjointe adoptée par la présidence du PSE et par le Groupe S&D au Parlement européen sur la stratégie Europe 2020



10 juin 2010

Le Conseil européen du 17 juin prendra une décision décisive sur la stratégie Europe 2020. Lors de sa réunion de mars 2010, le Conseil européen a laissé passer une occasion historique : il n'a pas su tirer les enseignements de la crise actuelle et n'a pas réussi à définir une stratégie véritablement visionnaire, ambitieuse et cohérente pour une Europe plus verte, plus intelligente et plus solidaire.

Nous devons mettre les citoyens d'abord et c'est pourquoi, nous appelons les décideurs européens à donner un nouveau sens à l'Europe – pour **le travail décent, la croissance, l'inclusion, la justice et la durabilité**. Afin de lutter de façon plus efficace contre le chômage, l'exclusion sociale, l'exclusion du marché du travail, les inégalités sociales et les disparités entre les sexes, ainsi que contre la dégradation de l'environnement, nous appelons le Conseil européen de juin à faire de la stratégie Europe 2020 un véritable programme pour le développement durable, en adoptant des décisions dans les domaines suivants :

1. **Une coordination macroéconomique solide pour l'emploi et la croissance** : Le Conseil européen de juin doit clairement affirmer que les mesures de relance budgétaire et de soutien à la demande seront maintenues jusqu'à ce que la relance du marché du travail soit garantie ; que la coordination des politiques fiscales nationales sera améliorée afin de générer des effets de retombées positifs dans tous les Etats membres ; que l'UE et ses Etats membres fourniront des efforts afin d'augmenter la part d'impôts et de taxes provenant des émissions de carbone et du secteur de la finance et afin d'orienter les dépenses publiques vers les investissements favorisant la création d'emplois ; que la réglementation financière doit être améliorée ; que la stratégie doit être assortie d'une enveloppe budgétaire adéquate, axée sur de nouveaux instruments financiers, comme les eurobonds, une fiscalité écologique et la taxe sur les transactions financières ; enfin, que l'une de ses priorités sera de financer le développement des réseaux de transport et d'énergie transeuropéens.
2. **Une dimension sociale renforcée pour l'inclusion et la justice** : Pour remédier aux déséquilibres de l'économie européenne, retrouver la confiance des citoyens européens et honorer les promesses du Président de la Commission de renforcer le modèle social, le Conseil européen de juin doit prendre la décision d'introduire a) un grand objectif pour une réduction importante de la pauvreté et b) un grand objectif afin d'augmenter la qualité du travail des femmes et des hommes, des jeunes et des travailleurs plus âgés, et afin de lutter contre le travail précaire. Ce dernier objectif doit comprendre une nouvelle initiative phare reprenant notamment une proposition pour un nouveau programme législatif visant à renforcer les droits des travailleurs, leurs conditions de travail et l'inclusion sociale.

3. **Une économie européenne verte pour la durabilité** : Le Conseil européen de juin doit appeler à la formulation de propositions et de législations concrètes afin de transformer nos modes de production, de consommation et de transport sur le long terme, afin de décarburer notre économie, de nous rendre plus indépendants d'un point de vue énergétique et de construire une économie qui tienne davantage compte des ressources limitées de notre planète. Le Conseil européen doit augmenter l'objectif de réduction des émissions à 30% et doit introduire des mesures spécifiques pour favoriser les énergies renouvelables et appuyer les transports publics. Des programmes concrets doivent être mis en place pour la création d'emplois verts, pour une formation et une qualification des travailleurs aux emplois verts et pour une transition juste vers une économie sans carbone. Il est essentiel de garantir dans cette stratégie la dimension de la soutenabilité écologique, par exemple en renforçant les efforts de protection de la biodiversité.

Méthodologie

Pour une vraie gouvernance : nous demandons a) un engagement de la Commission afin qu'elle joue un rôle actif dans la définition des objectifs et dans l'étalonnage des performances (qui doit tenir compte des différentes circonstances nationales) ; b) un engagement accru de la part des Etats membres afin qu'ils atteignent les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés ; c) il est essentiel de renforcer la légitimité démocratique et le sens des responsabilités dans la mise en place de la stratégie Europe 2020, qui doit être revue dans une perspective sexospécifique et se fonder sur la solidarité intergénérationnelle. Pour ce faire, il convient d'impliquer davantage les parlements nationaux et tous les niveaux de gouvernement, les partenaires sociaux et la société civile. Il convient par ailleurs d'augmenter la participation formelle du Parlement européen ; d) les programmes de stabilité et de convergence doivent être cohérents avec les programmes de réformes nationales ; e) l'emploi doit être inclus dans les critères de contrôle de la discipline budgétaire ; et f) les instruments pour l'action extérieure doivent être utilisés pour améliorer les normes sociales et environnementales à l'échelle mondiale.

